

Ce vendredi 4 mai, nous, collectif d'individu·e·s solidaires des habitant·e·s de Notre-Dame-des-Landes, avons investi pacifiquement la Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne. Au travers de la FDSEA 31 se trouvant dans ses locaux, cette action de soutien visait la FNSEA qui n'est pas étrangère à la situation actuelle sur la ZAD, loin s'en faut.

La FDSEA faisant tout d'abord la sourde oreille, nous sommes resté·e·s en ces lieux jusqu'à l'obtention d'un échange téléphonique avec son président, Mr Christian MAZAS, alors absent mais qui a consenti à nous recevoir ultérieurement, à savoir ce lundi 7 mai à 10h dans cette même Chambre d'Agriculture.

Nous avons diffusé des tracts aux employé·e·s du bâtiment, aux passant·e·s, ou encore aux forces de l'ordre venues s'assurer de la situation (absence de violences et de dégradations). Nous avons déployé des banderoles mais aussi construit une cabane symbolique devant le bâtiment avant la fin de notre occupation.

Ainsi nous entendions dénoncer le modèle mortifère des méthodes de production intensive prôné par ce syndicat agricole qui souhaiterait reprendre le contrôle des Terres de Notre-Dame-des-Landes préservées par le mouvement.

Il y a en effet pas moins de deux visions du monde agricole qui s'opposent : le modèle dominant qui défriche, déboise et pollue à tout va ; et d'autres, moins normalisés, alternatives multiples à la mécanisation à outrance et à la chimie, qui sont expérimentés sur la ZAD.

Pour la FNSEA il est insupportable que des zadistes restent sur ces Terres qu'ils et elles ont défendues.

De leur côté, certain·e·s agriculteur·trice·s ont collaboré avec l'État en cédant leurs parcelles contre de nouvelles hors de la zone du projet, avec compensations financières... tout en étant autorisé·e·s à poursuivre leur exploitation sur les anciennes parcelles en l'absence de travaux, et qui ont du coup perçu les aides financières de la Politique Agricole Commune (PAC) pour toutes ces terres exploitées : anciennes et nouvelles !

Ces cumularde·e·s qui ont laissé leurs Terres, qui ne les ont pas défendues contre le bétonnage, ne devraient pas pouvoir les reprendre.

Pourtant ils entendent bien le faire et augmenter définitivement la taille de leurs exploitations suite à l'abandon de l'aéroport. Pour cela dès janvier 2018 ils ont fondé l'AMELAZA, "*Association pour le Maintien des Exploitations Légales sur l'Ancienne Zone Aéroportuaire*", association faux-nez de la FNSEA (notamment, son président est l'ancien secrétaire des Jeunes Agriculteurs de Loire-Atlantique, émanation directe de la FNSEA).

Mais le principe même de l'agrandissement des exploitations va à l'encontre de l'agriculture soutenable défendue par l'ensemble du mouvement qui a obtenu l'abandon du projet d'aéroport.

Aujourd'hui, le département de Loire Atlantique tente devant les tribunaux de récupérer les terres qu'il avait acquises puis cédées à l'État et à AGO. S'il venait à gagner, il en laisserait la gestion directement à la Chambre d'Agriculture locale... pilotée par la FNSEA !

Que ce soit des machines de Vinci ou de celles de la FNSEA, le bocage doit être préservé !!